



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 13ème législature

CNRS

Question au Gouvernement n° 866

### Texte de la question

#### RÉFORME DE LA RECHERCHE

M. le président. La parole est à M. Jean-Yves Le Déaut, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Yves Le Déaut. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Deux phrases résument la situation française : " J'ai honte de la misère des universités " et " Gardons un CNRS fort pour réussir la réforme de la recherche ". Deux phrases prononcées par Albert Fert, prix Nobel Français de physique en 2007.

Malheureusement, vous ne l'avez pas suffisamment écouté, puisque le démantèlement du CNRS en neuf instituts et trois pôles, la réduction de près de 1 000 emplois dans les universités ou la recherche et la baisse des crédits effectifs dans les laboratoires ont conduit une nouvelle fois les chercheurs à descendre dans la rue. Les directeurs de laboratoires viennent d'entamer une grève des expertises scientifiques. Le récent conseil d'administration du CNRS, fait unique dans son histoire, a même dû se tenir sous protection policière ! Sans doute allez-vous répondre, madame la ministre, que tout va très bien, et que votre budget est le mieux doté. Mais celui que vous nous avez présenté tient du mirage : alors que vous annonciez des hausses mirobolantes, les laboratoires touchent moins de crédits. L'inflation, les mesures de rattrapage, le projet de loi de finances rectificative ou le crédit impôt recherche qui, au final, aide les entreprises à se développer - ce qui est une bonne chose -, mais n'apporte pas de crédits frais aux laboratoires, font que leurs crédits stagnent ou régressent. Ces mesures sont prises au pas de charge, sans concertation avec le Parlement, au mépris des personnels -notre collègue Philippe Folliot rappelait tout à l'heure que les IUT sont également dans la rue. Des prix Nobel, des médaillés d'or du CNRS, des directeurs de laboratoires, l'association " Sauvons la recherche " et les syndicalistes vous demandent de rétablir les postes supprimés et d'instaurer un moratoire sur les mesures en cours. Car, dans un monde qui devient de plus en plus complexe, il ne faut pas toucher à la pluridisciplinarité, mais au contraire l'encourager. Le découpage par appartements du CNRS est une mauvaise chose pour la France et un mauvais coup pour la science.

Madame la ministre, dans la période de crise que connaît notre pays, la recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation doivent jouer un rôle moteur, car les mines du XXI<sup>e</sup> seront des mines de matière grise. Comment allez-vous restaurer la confiance et dissiper les inquiétudes du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche ? Êtes-vous prête à doter les laboratoires d'emplois nouveaux, de crédits supplémentaires, et à améliorer fortement la carrière des chercheurs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche*. Monsieur Le Déaut, je vous avoue que je suis un peu déçue. Je pensais que vous preniez la parole pour saluer la décision prise par le Président de la République (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), la semaine dernière, de retenir le pôle universitaire lorrain, dans le cadre de l'opération Campus, et de lui donner ainsi les moyens d'avoir une vraie visibilité internationale, à la hauteur de son potentiel. Une décision qu'ici, avec tous les élus de Lorraine, vous appeliez de vos vœux, monsieur Le Déaut ! Dès lors qu'on reçoit des moyens nouveaux et considérables, qui permettent le rayonnement d'un territoire, on remercie, monsieur Le Déaut ! (*Vifs applaudissements sur les*

*bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Avec l'opération Campus, ce sont 5 milliards d'euros de crédits exceptionnels pour le rayonnement de notre recherche et de notre université, qui vont s'ajouter aux moyens et aux priorités budgétaires que nous avons retenues pour l'enseignement supérieur et pour la recherche. Plus que jamais, la recherche est notre arme anticrise, notre arme pour le rebond, et le plan de relance du Président de la République la met au coeur de nos préoccupations : 4,5 milliards d'euros de crédits nouveaux ont été annoncés la semaine dernière pour permettre à la recherche de produire plus de résultats, plus d'innovation, plus de croissance et plus d'emplois. Le budget de mon ministère, monsieur Le Déaut, va croître cette année, non pas de 6,5 %, mais de 26 % ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Oui, 26% pour la recherche, avec un programme inédit de revalorisation des carrières, des universités autonomes et puissantes, des organismes qui vont se réformer en profondeur pour mieux rayonner, pour être plus efficaces et mieux coordonnés !

Je vous remercie, monsieur Le Déaut, de m'avoir permis de dire tout cela ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Yves Le Déaut](#)

**Circonscription :** Meurthe-et-Moselle (6<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 866

**Rubrique :** Recherche

**Ministère interrogé :** Enseignement supérieur et recherche

**Ministère attributaire :** Enseignement supérieur et recherche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 10 décembre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 10 décembre 2008